

COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

Innovation, proximité et solidarité : le développement économique local comme réponse immédiate

#BeyondTheOutbreak

Les collectivités territoriales ont un rôle clé et novateur à jouer pour stimuler le maintien et la réactivation des systèmes de développement économique local. Elles jouent un rôle de premier plan en apportant un soutien financier aux acteurs économiques ainsi qu'aux citoyen·ne·s les plus vulnérables par la promotion du dialogue social avec la société civile dans le cadre de la reprise économique.

La 10^{ème} session d'apprentissage en direct a été co-organisée le 30 avril par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat, avec la Commission de CGLU sur le développement économique et social local. Cette session d'apprentissage en direct a montré **les actions menées par les gouvernements locaux et régionaux pour apporter un soutien financier au milieu économique** et aux entreprises par le biais de prêts, d'aides pour accéder au marché financier et de subventions aux employé·e·s. Elle a également montré la vaste panoplie de mesures innovantes prises par les collectivités territoriales en réponse immédiate à la pandémie pour favoriser le dialogue social, préserver les services publics et protéger les travailleurs et travailleuses. La session a mis en évidence les politiques fondées sur la solidarité et la proximité, au niveau le plus proche des citoyen·ne·s, en donnant la priorité à l'action en faveur des plus vulnérables.

Maimunah Sharif, directrice exécutive d'ONU-Habitat, a rappelé que le développement économique local n'est pas seulement une question d'économie, mais qu'il doit être mis au service des citoyen·ne·s. Elle a indiqué que le développement économique local devrait être l'engagement de tous les élu·e·s locaux et de tout un chacun. *"Nous devons faire la promesse aux communautés vulnérables que nous allons créer l'espace et les opportunités pour de nouveaux emplois et plus d'emplois"*, a-t-elle déclaré.

Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, a déclaré que de nombreux citoyen·ne·s travaillent dans des conditions précaires. Il sera essentiel de repenser davantage un modèle économique basé sur les petites entreprises locales, où les villes se soutiennent les unes les autres et tirent parti du potentiel des territoires.

Sangheon Lee, directeur du département de la politique de l'emploi de l'OIT, a partagé les quatre piliers de l'OIT pour lutter contre la pandémie : prêter et activer

le soutien financier à des secteurs spécifiques, y compris le secteur de la santé ; étendre la protection sociale pour tou·te·s, mettre en œuvre des mesures de maintien de l'emploi et fournir un soutien financier aux entreprises. Il a en outre souligné la nécessité de protéger les travailleurs et travailleuses sur le lieu de travail, d'élargir l'accès aux congés payés et d'utiliser le dialogue social par le biais des conventions collectives et des organismes et processus de relations de travail.

La première table ronde était animée par **Emilio Rabasco**, du Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale (FAMSI), qui a identifié les principaux défis pour l'économie locale et les emplois locaux, ainsi que des mesures d'atténuation pour y répondre.

Njabulo Sithobe, conseiller économique spécial auprès du Premier ministre de la région de Gauteng, Afrique du Sud, a présenté les mesures de relance économique et sociale de la ville-région, qui comprennent le soutien aux personnes pendant la période suivant le confinement et l'aide pour accéder à de nouveaux marchés. Il a rappelé que Johannesburg était l'une des sociétés les plus inégalitaires et que COVID-19 a mis en exergue certaines lacunes, notamment le fait que les habitant·e·s des villes n'ont nulle part où vivre.

Dave Smith, chef de la région de la ville de Sheffield, située dans le cœur industriel du Royaume-Uni, a déclaré que le principal défi reste de soutenir les entreprises, car le risque de chômage est très élevé. Il a souligné la nécessité d'un leadership collaboratif entre les gouvernements nationaux et locaux.

Carolina Durán, secrétaire au développement économique de la ville de Bogota, en Colombie, a présenté les principaux points forts du programme *Bogota Solidaria en Casa*, notamment le transfert d'argent pour les personnes dans le besoin, ainsi que la réactivation du système économique pour garantir l'emploi dans la période actuelle et à venir.

Onur Eryüce, conseiller du maire de la ville d'Izmir, en Turquie, a fait part de la réponse apportée par sa collectivité locale, notamment en ce qui concerne le soutien à l'esprit d'entreprise et à l'innovation, le soutien à l'agriculture par le biais de coopératives et de sociétés municipales en vue d'accroître les activités économiques dans sa ville et avec d'autres villes du monde.

Darko Mrvaljevic, conseiller municipal de la ville de Danilovgrad, a souligné quelques avancées à court terme pour la ville, notamment des mesures d'allègement fiscal et la réduction des impôts pour de nombreuses entreprises grâce à un soutien financier complémentaire et des interventions locales sur mesure. La solidarité public-privé, la réduction volontaire des salaires du personnel local, la fourniture de médicaments par la Croix-Rouge et le transfert financier aux populations vulnérables ont également été d'autres mesures innovantes et immédiates prises au niveau local.

Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, a ouvert la deuxième partie de la session en soulignant l'importance de l'Agenda 2030 comme cadre qui reste valable pour l'ère post-COVID, et en affirmant qu'il appartient aux gouvernements locaux et régionaux de le protéger. Elle a également mentionné que, malgré les diverses initiatives présentées dans la session, il était essentiel de faire ressortir leurs points communs. *"La protection de celles et ceux qui souffrent le plus, la protection des emplois et l'importance de la solidarité et de l'aide internationale sont essentielles pour répondre à l'épidémie et au-delà"*.

Le maire de Séville, **Juan Espadas**, a expliqué comment Séville et l'Espagne dans son ensemble sont entrées dans la phase de désescalade et comment les collectivités territoriales ont maintenant la responsabilité de commencer à planifier le retour à l'activité économique. Il a souligné la nécessité de réduire le chômage et les fermetures d'entreprises à court terme, et de travailler à la création d'emplois plus proches des consommateurs et à la réduction de l'empreinte écologique au lendemain de la pandémie, en prenant pour cadre l'Agenda 2030.

Victor Everhardt, adjoint au maire d'Amsterdam, a présenté l'idée de la "société à 1,5 mètre" au lendemain de la crise, en précisant à quoi ressemblera la nouvelle normalité. Il a déclaré que de nombreux secteurs ne retrouveront pas leur succès antérieur et qu'Amsterdam était déjà à la recherche de nouvelles opportunités d'emploi pour cette nouvelle normalité afin de mieux se reconstruire.

Garth Frizell, conseiller municipal de Prince George et vice-président de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), a expliqué comment la FCM apportait son soutien aux travailleurs et travailleuses municipaux, par le biais de cours de formation en ligne. Il a aussi souligné que la FCM cherche des moyens d'aider les collectivités locales à préparer des cours et des projets et à contribuer aux programmes de développement économique local. Le soutien aux petites et moyennes entreprises est également une priorité essentielle pour la FCM.

Mohamed Sefiani, maire de Chefchaouen et président du Forum des villes intermédiaires de CGLU, a souligné la nécessité de modifier les priorités au lendemain de la pandémie. Il a appelé au développement d'économies vertes et circulaires pour renforcer une véritable transition écologique afin de créer une économie locale plus dynamique.

Laxmi Karkhadkar, maire de Panchgani, a exposé l'impact critique de la pandémie de COVID-19 dans une ville qui possède un secteur touristique fort. Elle a souligné l'expérience de soutien aux coopératives locales et de création d'emplois pour les travailleurs et travailleuses locaux à la suite de la pandémie afin de réduire la dépendance au tourisme et de développer un nouveau modèle de croissance.

Josep Mayoral, maire de Granollers, a mis en avant un double programme pour se remettre de l'impact, un "plan de choc" économique à court terme pour atténuer les pires effets, et un "pacte pour la ville" à plus long terme entre toutes les parties prenantes, afin de se reconstruire autour de l'identité de la ville. **Elvira Dolotkazina**, vice-maire de Nizhnekamsk, a souligné les mesures prises par sa ville pour sauver des emplois, notamment un centre de développement de l'esprit d'entreprise pour aider les petites et moyennes entreprises pendant la crise, et la fourniture d'équipements de protection individuelle (EPI) aux entreprises locales.

La session a été clôturée par des partenaires du PNUD-ART et de l'OIT. **Andrea Agostinucci**, du PNUD-ART, a salué les initiatives présentées lors de la session, et a appelé à ce que les économies locales et urbaines résilientes soient placées au centre des efforts de reconstruction, et à ce que les connaissances soient exploitées dans une perspective territoriale.

Pierre Martinot-Lagarde, conseiller spécial à l'OIT, a présenté quelques éléments de réponse essentiels, selon lui, notamment la valorisation de la fourniture de services publics locaux et la reconnaissance de l'importance du développement économique local et des acteurs locaux, la préservation de l'environnement des entreprises, grâce au dialogue social et à la confiance entre des parties prenantes aux intérêts variés.

Dans ce dernier segment, les deux intervenants ont abordé certaines des priorités clés pour le développement économique local à l'avenir : soutenir et éviter la disparition des petites entreprises et la création d'emplois, promouvoir les entreprises innovantes, améliorer les conditions de travail et soutenir et reconnaître le travail lié aux soins, et repenser les modèles de consommation et de production, en prenant appui sur les nouvelles technologies, sont parmi les principaux enseignements à tirer pour la phase de reprise.

Les villes ont été appelées à mettre en ligne leurs expériences sur la plateforme www.citiesforglobalhealth.org où plus de 300 cas sont disponibles.

À propos des séries d'expériences d'apprentissage en direct

La série d'apprentissage en direct organisée par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat a rassemblé plus de 2 000 participant·e·s en dix sessions au cours desquelles des intervenant·e·s issu·e·s des collectivités territoriales, du système des Nations unies et des partenaires de la société civile ont partagé leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions pour soutenir leurs communautés face à la pandémie en leur offrant des services de base essentiels.

Les exercices d'apprentissage en direct ont commencé le mois de mars dernier, au cours desquels des villes du monde entier ont partagé leurs expériences, initiatives et mesures en réponse à la pandémie. Elles ont également partagé leurs points de vue sur la façon dont les villes pourraient se transformer après la pandémie. Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

À propos de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

CGLU est l'organisation mondiale des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations qui représente et défend leurs intérêts sur la scène mondiale. Représentant 70 % de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient et Asie occidentale, Amérique latine et Amérique du Nord - organisés en sept sections continentales, une section métropolitaine et un forum régional. Ce réseau couvre plus de 240 000 villes, régions et métropoles et plus de 175 associations de collectivités territoriales présentes dans 140 pays. Parmi ses principaux domaines d'intérêt politique, CGLU compte la démocratie locale, les changements climatiques et la protection de l'environnement, la réalisation des Objectifs de développement durable, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes pour la consolidation de la paix. Pour en savoir plus, visitez le site www.uclg.org et suivez [@uclg_org](https://twitter.com/uclg_org).

À propos d'ONU-Habitat

ONU-Habitat est l'agence des Nations unies qui s'occupe de nos villes et territoires. L'ONU-Habitat travaille dans plus de 90 pays et soutient les habitants des villes et des établissements humains pour un avenir urbain meilleur. En collaboration avec les gouvernements et les partenaires locaux, ses projets à fort impact combinent une expertise mondiale et des connaissances locales pour fournir des solutions ciblées en temps utile. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend un objectif spécifique sur les villes, l'ODD 11 - rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables. Pour plus d'informations, visitez le site www.unhabitat.org et suivez [@unhabitat](https://twitter.com/unhabitat).

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Alejandra Salas
Secrétariat mondial de CGLU, Barcelone
communication@uclg.org

Susannah Price
Cheffe de la communication, ONU-Habitat
susannah.price@un.org Tél. 254 722 719867